



Affaires extérieures External Affairs
Canada Canada

Monsieur Trudeau accueille les chefs d'État du Commonwealth, 1

Exposition d'oeuvres d'art canadiennes, 3

Population selon la confession religieuse, 3

M. Trudeau ira en Chine en octobre, 3

Festival international de la Jeunesse francophone, 4

Le président de l'Office national de l'Énergie démissionne, 4

Expansion considérable d'une mine d'or à Yellowknife, 4

Résultats de l'expérience anti-pollution de Bell Canada, 5

Nos importations et exportations de matières énergétiques, 5

Retour des Turbo du Canadien-National, 6

Les travaux du Groupe canado-soviétique sur le transport, 6

L'édition d'Hebdo Canada de la semaine prochaine sera entièrement consacrée à la Conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth qui s'est tenue à Ottawa du 2 au 10 août.

Monsieur Trudeau accueille les chefs d'État du Commonwealth

“Je suis profondément heureux de vous souhaiter à tous la bienvenue au Canada. L'amitié qui me lie à plusieurs d'entre vous a été nouée lors de visites antérieures ici même ou à l'occasion d'autres rencontres du Commonwealth; cependant, c'est la première fois qu'une Conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth nous réunit tous ensemble au Canada,” a déclaré M. Trudeau dans son discours de bienvenue aux 32 chefs de gouvernement du Commonwealth réunis à Ottawa pour la Conférence qui s'est ouverte le 2 août.

Voici d'autres extraits du discours d'accueil de M. Trudeau:

J'espère que cette rencontre saura être pour chacun de vous tout aussi extraordinairement enrichissante que les réunions du Commonwealth auxquelles j'ai assisté ailleurs. Depuis que les hommes ont reçu le don de la parole, ils sont conscients de l'importance de sages délibérations et de l'utilité de communications ouvertes et franches avec leurs voisins. De nos jours, ces relations de voisinage s'étendant, grâce au progrès des sciences à toutes les nations de la terre, le besoin de communiquer se fait sentir encore plus impérieusement. Et la compréhension mutuelle est devenue essentielle à notre époque où la technologie a apporté aux hommes le désir d'une vie meilleure sans toutefois leur assurer aussi rapidement les moyens de l'atteindre.

Au sein du Commonwealth, nous avons l'occasion et les moyens de communiquer les uns avec les autres et de nous comprendre. Tous les membres de notre assemblée sont égaux; aucun ne jouit d'ancienneté ni de supériorité. Aucun d'eux ne se distingue par son indépendance économique; aucun ne possède le monopole de la sagesse politique. Je suis persuadé qu'au cours de nos délibérations des prochains jours, nous parviendrons à nous convaincre des avantages de nos particularités, de la richesse et de l'intérêt de notre diversité, et d'en faire également la preuve aux yeux du monde. Nous pourrions le faire parce que nous sommes membres d'une association, non d'une institution. Au sein du Commonwealth, aucune



Le premier ministre Trudeau accueille le général Yakubu Gowon à la Conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth, à Ottawa le 2 août.

structure ne nous contraint, aucune entrave ne nous gêne. Le Commonwealth représente bien ses 32 membres et il traduit leur volonté de consultation et de collaboration mutuelle. Sa cohésion n'a rien d'artificiel. Il ne vote pas; il n'a pas de constitution, pas de drapeau, pas de siège principal. Comme association, il n'a rien de régional et ses intérêts ne sont aucunement spécialisés. Le Commonwealth, c'est un organisme, et voilà ce qui lui assure à la fois sa vigueur et sa souplesse....

Depuis plusieurs milliers d'années, le terme Commonwealth a été employé maintes fois par des érudits, des écrivains et des hommes d'État. L'idée que s'en faisaient Platon, Locke et Oliver Cromwell variait considérablement, mais ces conceptions n'ont jamais été soumises à la rude épreuve de la pratique et de l'expérience avec autant de succès qu'en témoigne présentement notre association. Aux yeux de nos contemporains et, j'en suis convaincu, des historiens de l'avenir, le mot de Commonwealth sera irrévocablement associé à la volonté d'hommes et de femmes libres, représentant plus d'un quart de la population mondiale, de se réunir, de s'entretenir et de comprendre.

C'est dans ce Commonwealth que nous saluons ce matin la présence de deux nouveaux membres, le Bangladesh et les Bahamas. Je souhaite la plus cordiale bienvenue aux Premiers ministres de ces pays, ainsi qu'à tous nos collègues des autres pays qui assistent à cette réunion pour la première fois.

Après Singapour

Depuis notre dernière rencontre à Singapour, il y a trente mois, sous la présidence distinguée du premier ministre Lee Kwan Yew, le monde a connu des changements d'une portée considérable. La République populaire de Chine a pris sa place aux Nations Unies. Les mesures économiques adoptées par les États-Unis en août 1971 ont eu de fortes répercussions à l'échelle mondiale, touchant le plus sérieusement les pays industrialisés. Des initiatives extrêmement importantes ont été prises par les États-Unis et l'Union soviétique d'une part et par les États-Unis et la République populaire de Chine de l'autre, en vue d'atténuer les tensions de la guerre froide et de favoriser l'évolution vers la détente et les relations amicales. Grâce à ces initiatives, la première phase des Pourparlers sur la limitation des armes stratégiques a pu être menée à bonne fin et la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe a été amorcée au début de cet été. Le nombre des membres de la Communauté économique européenne est passé de six à neuf, l'un des nouveaux membres étant la Grande-Bretagne. Une série d'événements tragiques dans le sous-continent indien s'est soldée par la division des deux parties du Pakis-

tan et la naissance d'un nouvel État, le Bangladesh. A la suite de cette division, le Pakistan s'est retiré du Commonwealth. L'ampleur des hostilités en Indochine a diminué de façon notable et l'intervention américaine au Vietnam a complètement pris fin. L'Organisation de l'unité africaine a célébré le dixième anniversaire de sa fondation et a choisi à cette occasion son nouveau président, notre collègue le général Gowon. Les pays du Commonwealth dans les Caraïbes ont fait un pas de géant historique vers une collaboration plus étroite.

Cependant, au cours de la même période, nombre de problèmes inquiétants qui avaient fait l'objet de nos préoccupations à Singapour n'ont guère évolué favorablement. La situation au Moyen-Orient demeure toujours aussi critique qu'auparavant. Les tensions occasionnées par la politique rigide des régimes racistes de l'Afrique du Sud se sont accentuées. La menace de pénurie à long terme de denrées alimentaires et de produits de consommation subsiste, alors que les récoltes ont été compromises par des conditions atmosphériques défavorables. L'écart entre l'économie des pays riches et celle des pays pauvres n'a pas diminué sensiblement, en dépit des avertissements de la troisième Conférence des Nations Unies sur le commerce et de développement.

S'il y a à tirer un enseignement général des événements de ces deux années et demie, ce pourrait être qu'il est manifeste que les initiatives diplomatiques préparées avec soin et menées avec sincérité peuvent produire des résultats favorables. Le monde est plus proche de la paix aujourd'hui qu'il ne l'était en janvier 1971 et ce, parce qu'un nombre suffisant de dirigeants mondiaux ont finalement reconnu que la force et l'agression exercées au nom d'un gouvernement, sur le plan extérieur ou intérieur, sont inaptes à résoudre les problèmes. Toute politique arbitraire qui, de propos délibéré, prive un groupe d'hommes de leur dignité et de leur liberté est condamnable, et ne l'est pas moins sous le masque de la raison d'État.

Aucun des pays du Commonwealth n'est assez puissant ni assez indépendant pour agir en faisant abstraction de l'opinion ou de l'aide des autres. Nul

d'entre nous n'ignore l'utilité de la consultation et de la collaboration. A l'occasion de nos rencontres de chefs de gouvernement et, par extension, au sein des autres associations auxquelles nous appartenons, nous sommes à même de comprendre nos aspirations et nos problèmes mutuels.

De nombreux problèmes à résoudre

Voilà, à mon avis, le sens de notre association. Je ne suis pas ici à la recherche d'un nouveau rôle pour le Commonwealth, ni même d'un rôle quelconque. Pour nombre d'entre nous, le Commonwealth est une porte ouverte sur le monde. Son importance augmentera notablement avec les années, sans doute parce qu'il n'a aucune fonction précise et insiste plutôt sur la valeur des relations humaines.

De par sa nature, notre rencontre ne saurait se prêter à la résolution d'aucune crise, ni à la solution d'aucun problème important. En nous tournant vers l'avenir, toutefois, nous devrions être en mesure de reconnaître certaines questions qui, si l'on s'en désintéressait, risqueraient de prendre des proportions dangereuses.

A mesure qu'il occupait la planète, l'homme a fait preuve de peu de sagesse et de vision. Par cupidité, ou par ignorance, ou par indifférence — ou à cause des trois à la fois — l'humanité se trouve de moins en moins accordée au milieu dont sa survie dépend. Nous polluons l'atmosphère et les océans à une allure effarante; nous exploitons nos ressources comme si elles devaient toujours se renouveler; nous remplissons mal notre tâche de fournir à des millions d'habitants de la nourriture et un abri; nous demeurons impuissants à vivre en paix les uns avec les autres, ou à partager équitablement les moyens dont chacun a besoin pour vivre dignement. Ce n'est pas, nous le savons, au cours de la semaine prochaine que nous trouverons une solution à ces problèmes de longue date.

Cependant, j'ai confiance que grâce à des échanges réfléchis, ces problèmes pourront être mieux cernés et compris et qu'il nous sera possible de préparer pour les habitants de tous nos pays un avenir meilleur. L'utilité de notre rencontre, je la vois dans l'occasion qu'elle nous donne de participer à des délibérations de ce genre.

Exposition d'oeuvres d'art canadiennes

Une importante exposition de tableaux, dessins et aquarelles provenant de la Collection Coverdale a été inaugurée en juin aux Archives publiques du Canada et sera en montre jusqu'à la fin d'août. Cette centaine d'oeuvres illustrent l'art et l'histoire du Canada de 1650 à 1850, immortalisent des personnalités et des événements militaires et sociaux, et décrivent la topographie et la faune de notre pays, d'un océan à l'autre.

Un bon nombre des artistes représentés sont bien connus des collectionneurs d'oeuvres canadiennes: James Peachey, James Pattison Cockburn, William Armstrong, C.W. Jeffreys, pour ne nommer que ceux-là. Le visiteur peut aussi admirer trois planches du célèbre naturaliste James Audubon; d'autres oeuvres d'une grande valeur artistique et

historique sont malheureusement anonymes.

La Collection Coverdale comprend 2,500 tableaux, gravures, dessins et cartes. Rassemblée pendant les années 30 sous la direction du M. Coverdale, président de la *Canada Steamship Lines*, elle fut pendant de nombreuses années conservée au Manoir Richelieu, hôtel de la compagnie à La Malbaie, Québec.

En 1970, le Gouvernement canadien en fit l'acquisition et offrit la majorité de ses trésors aux Archives publiques. La Galerie nationale reçut 62 aquarelles pour enrichir sa collection d'oeuvres anciennes. Comme la Collection Coverdale constitue une part importante du patrimoine culturel canadien, le Gouvernement a stipulé au moment de l'acquérir que des expositions seraient périodiquement organisées afin que tous les Canadiens puissent en profiter.



Photo: Archives publiques

*Les chutes Trout et portage sur la rivière Trout, Territoires du Nord-Ouest, 1819.
Robert Hood (1796-1821)*

Population selon la confession religieuse

D'après les chiffres provisoires du recensement de 1971, la religion catholique romaine est celle qui a le plus d'adhérents au Canada, soit 46.2% de la population. L'Église-Unie occupe la deuxième place (elle représente 17.5% de la population), la religion an-

glicane la troisième place (11.8%). Ceux qui ont indiqué "aucune religion" constituent le groupe le plus important ensuite (4.3%). Ces chiffres ne veulent pas mesurer le nombre de membres d'une église, ni le degré d'affiliation à un groupe religieux mais plutôt indiquer la préférence pour une confession ou groupe religieux particulier, ou l'adhérence à ce groupe ou confession.

M. Trudeau ira en Chine en octobre

Le premier ministre Trudeau a annoncé qu'il fera une visite en République populaire de Chine à la mi-octobre.

M. Trudeau a annoncé la nouvelle au cours de la conférence sur les perspectives économiques de l'Ouest, durant la discussion sur les relations commerciales du Canada, et de l'Ouest en particulier, avec les pays de la région du Pacifique.

M. Trudeau quittera le Canada le 8 octobre et arrivera à Pékin le 10. Il s'entretiendra avec le premier ministre M. Chou En-Lai les 10, 11, et 12 octobre et voyagera à l'extérieur de la capitale durant la fin de semaine. D'autres entretiens avec le premier ministre de la République populaire auront lieu le lundi et M. Trudeau quittera la Chine mardi le 16 pour arriver à Ottawa le 18.

C'est le premier ministre, M. Chou En-Lai qui avait invité M. Trudeau à visiter la Chine, au cours d'un entretien avec M. Jean-Luc Pépin, alors ministre de l'Industrie et du Commerce, qui visitait la République en juin 1971.

Par la suite, le ministre des Affaires extérieures M. Sharp ainsi que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, M. Donald Macdonald avaient tour à tour visité la Chine.

M. Trudeau a rappelé que M. Jean-Luc Pépin s'était fait accompagner d'une forte délégation d'industriels et d'hommes d'affaires canadiens et que M. Macdonald dirigeait en 1972 une délégation faite de spécialistes dans le domaine de l'exploitation des produits pétroliers.

"Je crois, a dit M. Trudeau, qu'il est important pour tout le pays, pour tous ses producteurs tant dans le domaine agricole qu'industriel, de savoir que les marchés considérables que nous avons conquis dans ce secteur depuis quelques années seront consolidés et, si possible, accrus."

Sur l'ensemble de la population, qui comptait près de 21.6 millions de personnes en 1971, environ 10 millions de personnes ont indiqué la religion catholique romaine, 3.8 millions l'Église-Unie, 2.5 millions la religion anglicane et près de 1 million aucune religion.

Festival international de la Jeunesse francophone

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le ministre des Affaires intergouvernementales du Québec ont annoncé que les deux gouvernements s'étaient entendus sur des modalités relatives à l'accueil du premier Festival international de la Jeunesse qui se déroulera en août 1974 à Québec. La proposition de tenir un Festival international de la Jeunesse tous les quatre ans dans un des pays membres de l'Agence de Coopération culturelle et technique remonte à 1971, lors de la deuxième Conférence générale de l'Agence. Le premier Festival, qui comporte un volet artistique et un volet sportif, sera axé sur la rencontre entre jeunes de cultures différentes ayant comme moyen de communication une langue commune.

Pour accueillir ce Festival, le Gouvernement fédéral et le Gouvernement québécois ont confié l'organisation de l'accueil à une société créée à cette fin. La "Société d'accueil du Festival international de la Jeunesse francophone" a pour objet de préparer les



John Stewart (à gauche) et Allan Monk dans une scène de l'opéra *Così fan Tutte*, de Mozart, une production qui eut un tel succès l'été dernier qu'on l'a remise au programme cette saison au Centre national des Arts dans le cadre Festival Canada.

manifestations artistiques et sportives et d'administrer les services auxiliaires tels que l'accueil, l'hébergement, la restauration, le transport interne, les locaux et l'équipement, l'approvisionnement, le personnel auxiliaire, les impressions, les communications, les services de santé et d'hygiène et le personnel de sécurité. La société travaillera en étroite collaboration avec le Comité de réalisation, à Paris, du Secrétariat de l'Agence de Coopération culturelle et technique.

Un budget total de 1,4 million de dollars a été établi pour l'accueil de ce Festival à Québec. Les Gouvernements canadien et québécois ont accepté de contribuer jusqu'à concurrence de \$900,000 et \$500,000 respectivement.

Le président de l'Office national de l'Énergie démissionne

La démission de M. Robert D. Howland, président de l'Office national de l'énergie, a été annoncée récemment par le ministre de l'Énergie, M. Donald Macdonald.

M. Howland qui fait partie de l'Office depuis sa constitution en 1959, a d'abord été nommé vice-président, puis président pour un mandat de cinq ans en 1968.

Le ministre a affirmé que le secteur énergétique canadien avait connu une expansion remarquable au cours du dernier quart de siècle et que M. Howland avait contribué de façon importante à l'élaboration des politiques fédérales.

M. Macdonald a déclaré que M. Howland a joué un rôle influent dans la conception des règlements qui touchent l'industrie énergétique du pays.

Le ministre a ajouté que M. Howland avait contribué pour beaucoup à l'établissement de normes élevées pour les analyses et décisions de l'Office ainsi que pour l'indépendance et l'impartialité de cet organisme.

M. Macdonald a fait mention du travail précieux et efficace de M. Howland dans les négociations canado-américaines, ainsi qu'à d'autres entreprises internationales relatives au pétrole auxquelles le Canada participe.

Expansion considérable d'une mine d'or à Yellowknife

La fameuse mine *Con*, située à Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) et récemment menacée d'extinction, semble devoir connaître un nouvel avenir prometteur, par suite de la décision de creuser sous peu un puits profond d'un mille dans l'un des principaux gisements d'or du Canada.

Le forage du nouveau puits à une profondeur de 5,800 pieds, au coût d'environ six millions de dollars, constitue la première étape d'un projet de 12 millions de dollars, grâce auquel la *Cominco Ltd.* se propose de ranimer la mine pendant une période de 30 mois. Les travaux commenceront immédiatement et créeront environ 40 nouveaux emplois reliés à la construction.

La nouvelle a été annoncée conjointement par M. Jean Chrétien, ministre des Affaires indiennes et du Nord, et par M. Frederick Burnet, président-directeur-général de la *Cominco*.

M. Chrétien a déclaré notamment: "Les dépenses prévues et envisagées ajouteront une nouvelle dimension à l'avenir de la région de Yellowknife en tant qu'agglomération minière adonnée à l'extraction de l'or.

"Les plans de la mine *Con* aideront à garantir une prospérité ininterrompue à la ville de Yellowknife pendant plusieurs années à venir. Ouverte en 1938, la mine a été la première à produire de l'or dans les Territoires du Nord-Ouest, faisant ainsi de Yellowknife la localité la plus progressive de cette région."

M. Burnet a expliqué que le nouveau puits s'impose pour exploiter le potentiel de la vaste zone de saignée verticale de la *Campbell-Giant*, qui s'étend sur plusieurs milles dans la région de Yellowknife et qui est considérée comme l'un des plus importants gisements aurifères du Canada.

Il s'en est fallu de peu pour que la société se trouve dans l'obligation de fermer la mine d'ici quelques années, en raison du coût élevé de la production et des faibles prix de l'or. Le nouveau programme abaissera les frais d'exploitation, aidera à préserver la continuité des emplois et permettra d'augmenter le rendement de la mine. Les travaux de construction n'auront aucun effet sur la production actuelle évaluée à 500 tonnes de minerai par jour.

Résultats de l'expérience anti-pollution de Bell Canada

Bell Canada vient de terminer une expérience de deux ans avec des camions fonctionnant au gaz naturel, pour combattre la pollution causée par le monoxyde de carbone et les hydrocarbures, et elle concentre maintenant ses efforts pour se conformer aux normes fédérales actuelles et projetées touchant les véhicules alimentés à l'essence.

“L'utilisation du gaz naturel dans les véhicules 1969 et 1970 a permis une réduction du niveau d'émission de gaz d'échappement, déclare M. W.G. Greene, directeur divisionnaire de l'équipement automobile. On ne peut cependant espérer qu'une très faible amélioration à cet égard dans le cas des modèles plus récents, étant donné les normes gouvernementales plus rigoureuses suivant lesquelles ils ont été conçus.

“De plus, ajoute-t-il, les dispositifs mis au point par l'industrie automobile pour combattre la pollution ont amené la disparition des moteurs à haute compression nécessaires à une utilisation efficace et économique du gaz naturel.”

Critères de base

Quand Bell Canada a décidé d'étudier la possibilité de substituer le gaz naturel à l'essence, elle a établi trois critères de base: réduction des émissions de gaz d'échappement; niveaux acceptables d'émissions de gaz avec le minimum d'effets contraires sur la performance, la durée utile et le coût d'entretien des véhicules; frais d'exploitation comparables à ceux des moteurs à essence.

Pour l'expérience, quatre camions (deux à Montréal et deux à Toronto) ont été équipés de systèmes d'alimentation mixte visant à permettre aux conducteurs de revenir au fonctionnement à l'essence en cas d'épuisement de la réserve de gaz naturel qui, en l'occurrence, était de 600 pieds cubes; à tous les autres points de vue, les camions étaient pareils aux autres véhicules qu'utilise la compagnie dans les travaux d'installation et de réparation.

L'émission de monoxyde de carbone et d'hydrocarbure a été inférieure dans le cas des moteurs fabriqués en 1969 et 1970, mais elle est à peu près la

même en ce qui concerne les modèles 1973.

Le millage par 100 pieds cubes de gaz a varié de 6.1 à 7.8 milles, assurant un “rayon d'action” de 40 à 50 milles lorsque les véhicules étaient équipés de deux cylindres à haute pression. En Ontario, 100 pieds cubes de gaz correspondaient à un gallon d'essence.

D'autre part, le taux d'accélération était d'environ 30 p. cent inférieur et quelques pannes se sont produites au moment du passage d'un combustible à l'autre. Les vidanges et changements de bougies ont cependant diminué en raison d'une plus grande propreté de fonctionnement du moteur.

Bell Canada se défait présentement de ses stations de compresseurs de gaz naturel et de l'équipement d'adaptation. Le programme de lutte contre la pollution pour les 7,000 véhicules qui composent son parc comprend un entretien méticuleux, un contrôle des niveaux d'émission de gaz d'échappement et des mises au point soigneuses. Un cours de formation spéciale devant prendre fin en juillet est présentement donné à quelque 250 mécaniciens de la compagnie pour leur enseigner comment mettre au point des moteurs de marques diverses afin de limiter la pollution au minimum.

Nos importations et exportations de matières énergétiques

Au cours du premier trimestre de 1973 les exportations canadiennes de matières énergétiques vers les États-Unis se sont accrues de 32% pour atteindre 521.4 millions de dollars, contre 395.1 millions durant les trois premiers mois de 1972. Cette progression considérable, qui fait suite aux besoins énergétiques croissant des États-Unis, provient principalement d'une augmentation de 89 millions de dollars (37%) de la valeur des livraisons de pétrole brut. Le pétrole brut a subi une hausse de 8%, le prix du baril passant de \$2.92 à \$3.15.

Les livraisons accrues de matières énergétiques vers les États-Unis ont accaparé 70% de l'augmentation totale. Des augmentations inférieures à celles du pétrole brut ont été enregistrées dans le cas du gaz naturel, des autres combustibles, de l'électricité et des

minerais radioactifs qui ont été livrés pour être traités avant leur envoi outre-mer.

En 1971 et 1972, plus de 90% des exportations canadiennes de pétrole brut, de gaz naturel, d'autres combustibles et d'électricité ont été acheminés vers les États-Unis et 23% des importations canadiennes provenaient de ce pays. Au cours des trois premiers mois de 1973, la proportion des livraisons à destination des États-Unis n'a guère varié en se maintenant à environ 92% mais la part des importations de produits énergétiques en provenance de pays outre-mer s'est élevée à 93%. Les importations de charbon et d'autres matières énergétiques en provenance des États-Unis sont tombées à 17 millions de dollars, soit une réduction de 7 millions.

Le volume des exportations de charbon vers le Japon a doublé, passant de 1.5 million de tonnes durant le premier trimestre de 1972 à environ 3 millions de tonnes, ce qui a été le principal facteur de l'augmentation considérable des exportations de produits énergétiques vers les pays outre-mer; celles-ci sont montées de 18 millions de dollars à 46 millions. Des minerais radioactifs d'une valeur de quelque 3 millions de dollars ont été expédiés à la Grande-Bretagne.

En raison surtout de l'accroissement considérable des importations de pétrole brut, les importations de produits énergétiques en provenance des pays outre-mer ont augmenté de 40 millions de dollars (20%) et sont passées de 199 millions de dollars à 240 millions. Cette progression est attribuable également en partie à une hausse de 4% de la valeur moyenne du pétrole brut qui est passée de \$2.40 à \$2.50 le baril.

Certaines variations sont à signaler quant aux sources d'approvisionnement des importations canadiennes de pétrole brut. La valeur des importations en provenance de l'Iran a atteint 36.3 millions de dollars, contre 28.6 millions pour les trois premiers mois de 1972. Autres augmentations: Venezuela, de 95.4 millions de dollars à 104.5 millions; Emirats arabes unis, de 3.7 millions de dollars à 11.9 millions; Nigéria, de 13.4 millions de dollars à 19.2 millions. Les importations en provenance de l'Arabie saoudite sont tombées de 12.8 millions de dollars à 5.5 millions et celles en provenance de la Libye de 10.2 à 9.4 millions de dollars.

Retour des Turbo du Canadien-National

Le Canadien-National a remis ses Turbo en service commercial le 22 juin. Il s'agit de trains plus longs et plus puissants que les versions antérieures; ils ont subi de nombreuses modifications d'ordre technique et pourront transporter un nombre accru de voyageurs. Les trois trains sont composés de neuf voitures chacun au lieu de sept. Les Turbo partent simultanément de Montréal et de Toronto à 16 h 30 et mettent un peu plus de quatre heures pour arriver à destination.

Le Turbo offrira de nouveau le service turboclub, avec repas et boissons servis aux 110 voyageurs à leurs fauteuils; en classe coach, les 262 voyageurs profiteront d'un service de boissons et de sandwiches froids distribués à leurs sièges. Des aliments froids et chauds sont disponibles à deux comptoirs dans les voitures coach. Les voyageurs en classe coach auront accès à un bar dans la voiture panoramique de leur section.

La Société *United Aircraft* du Canada Limitée (UACL) a apporté quelque 120 modifications suggérées par le CN. Parmi ces changements, notons que la puissance des moteurs a été accrue, les trains étant plus longs et plus lourds; d'autres modifications réduiront le temps requis pour l'entretien tandis que certaines pièces importantes auront une durée beaucoup plus longue. Les méthodes de remplacement, de lubrification et de réparation des turbines ont été améliorées et simplifiées.

Le Turbo, grâce à sa suspension pendulaire, peut s'engager à une vitesse plus élevée ou même accélérer dans les courbes, sans pour cela incommoder les voyageurs, les voitures à jonction articulée s'inclinant alors vers l'intérieur plutôt que vers l'extérieur. Une rame de

neuf voitures est conçue comme un tout, offrant un coup d'oeil d'ensemble agréable et facilitant les communications entre les voitures. Les marchepieds électriques permettent l'accostage d'un quai normal ou surélevé, sans aide extérieure.

Nouvelle conception technique

La société UACL a réussi à réduire le coût et le temps d'entretien et de remplacement du mécanisme, y compris les commandes, les turbines, les éléments des transmissions et de la suspension. Les commandes ont été changées, les turbines améliorées, les transmissions sont échangeables et les barres de jonction articulée de la suspension ont été remplacées.

Chacune des cinq turbines de la septième génération des moteurs de 520 chevaux vapeur, à refroidissement plus efficace, forment un tout complet que l'on peut remplacer en deux heures. Le remplacement d'une turbine exigeait auparavant huit heures de travail.

Les Turbo ont été soumis à des tests sur voie de 15,000 milles avant que le CN ne les accepte et ils ont atteint la vitesse maximale permise de 95 milles à l'heure. La vitesse moyenne du Turbo dépasse tout juste les 80 milles à l'heure. Les Rapido tirés par des locomotives Diesel classiques, qui doivent ralentir considérablement dans les courbes, atteignaient une vitesse moyenne de 67 milles à l'heure.

Les Turbo actuels ressemblent sensiblement aux trains qui ont déjà circulé à deux reprises, si ce n'est qu'on leur a ajouté deux voitures chacun. Les changements du côté technique sont cependant nombreux et importants si on établit des comparaisons avec les Turbo qui ont fait le voyage inaugural, le 12 décembre 1968, et qui ont été en service commercial de mai 1970 à février 1971.

Au tout début, le Turbo avait souffert considérablement, par temps froid, de complications des systèmes électriques, mais ce problème était disparu lors de la rentrée en janvier 1971. Le retrait du service pour la seconde fois a été causé par le coût extrême de l'entretien et le temps précieux qu'on devait y consacrer. C'est alors que le CN décida de repenser entièrement le programme Turbo.

Les travaux du Groupe canado-soviétique sur le transport

Une collaboration accrue entre le Canada et l'URSS devrait suivre la signature d'un document relatif à la division de l'aviation civile du Groupe de travail canado-soviétique sur les transports, selon une déclaration conjointe de M. Jean Marchand, ministre des Transports et de M. Alastair Gillespie, ministre de l'Industrie et du Commerce. Le Groupe de travail sur les transports a été formé en vertu de l'Accord canado-soviétique, signé à Moscou le 1er février 1971, sur la coopération dans l'application industrielle des sciences et de la technologie.

Le document comprend un procès-verbal des séances de travail, les attributions et le plan des échanges entre les deux pays sur une variété de questions d'intérêt commun.

Après neuf jours de débats sur les propositions canadiennes et soviétiques, le Groupe de travail a convenu d'un plan de coopération canado-soviétique sur le design, la construction, l'équipement et l'entretien des aéroports. Les débats ont porté sur des questions d'intérêt commun telles que les complexes aéroportuaires, leur éclairage, le contrôle du trafic aérien, les aides à la navigation aérienne et à l'atterrissage, l'entretien et la réparation des pistes, les voies de circulation et les aires de stationnement, les aéro-gares, l'entretien et le service des avions, l'équipement des systèmes ADAC, dont l'avion DHC-7, ainsi que la navigation aéroportée, les systèmes d'atterrissage, de décollage et de télécommunications.

Les accords de coopération à venir entre le Canada et l'URSS comprennent également des réunions, des colloques et des échanges de lettres, de rapports et de renseignements techniques.

La délégation soviétique était dirigée par M. A.P. Zhuravlev, chef du Service des installations permanentes, ministère de l'Aviation civile de l'URSS. Celle du Canada était dirigée par M. M.M. Fleming, administrateur adjoint à l'administration canadienne des transports aériens, ministère des Transports.

La prochaine réunion du Groupe de travail aura lieu dans un an environ. □

Hebdo Canada est publié par la Direction de l'Information, ministère des Affaires extérieures, Ottawa, K1A 0G2. Un index paraîtra tous les trois mois.

Il est permis de reproduire les articles de cette publication, de préférence avec indication de source. La provenance des photos, si elle n'est pas précisée, sera communiquée sur demande.

This publication is also available in English under the title "Canada Weekly".